



Nouvelle dynamique militaire du Japon et conséquences sur la sécurité en Asie de l'Est

Thibault Jacquemont, Université de Montréal

Edited by Sophia Khiavi and Zach Broussard

RÉSUMÉ

Depuis maintenant une dizaine d'années, le Japon se tourne vers une nouvelle dynamique militaire, à l'encontre de la tradition pacifiste que la péninsule nippone semblait respecter depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Quelles pourraient alors être les conséquences de la nouvelle dynamique militaire japonaise sur la sécurité en Asie de l'Est ? Cet article tente ainsi de proposer une réponse structurée, s'appuyant sur les communications officielles des États de la région en termes militaires et diplomatiques, ainsi que sur les analyses avancées par certains auteurs et organismes universitaires et académiques pertinents. L'argument principal du présent écrit est d'affirmer que le Japon tente d'assurer un rééquilibrage des puissances en Asie de l'Est, notamment vis-à-vis de son voisin chinois. Pour ce faire, le Japon s'appuie sur trois piliers principaux : un renforcement de ses capacités militaires par augmentation progressive de son budget de défense, une réassurance de son alliance avec les États-Unis pour s'assurer un avantage à court et moyen terme face à la montée de la Chine et une diversification de ses partenariats stratégiques dans la région pour développer son autonomie stratégique en Asie de l'Est à plus long terme.

Introduction

Héritier d'une dynamique pacifiste au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le Japon se tourne de plus en plus vers une logique de contournement de l'Article 9 de sa constitution, stipulant qu'« il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre » sur le territoire nippon. Le Japon a ainsi observé une augmentation continue de ses dépenses militaires depuis 2012, avec un tournant important en 2021, le parti Libéral Démocrate s'engageant à faire passer le budget militaire annuel du Japon à 2% de son Produit Intérieur Brut (PIB), soit presque le double du budget actuel (Forbes 2021). Ses forces armées figurent ainsi aujourd'hui au nombre de celles qui sont les mieux équipées au monde (CIA World Factbook 2022). Allié majeur des États-Unis dans une région où les risques d'escalade s'intensifient, le Japon constitue alors un acteur important des dynamiques sécuritaires en Asie de l'Est. Il se voit ainsi impliqué directement dans les « situations de zone grise » comme aux îles Senkaku/Diaoyu, et indirectement dans les tensions autour du Taïwan. Il s'agira alors de répondre à la question suivante: quelles seront les conséquences de la nouvelle dynamique militaire japonaise sur la sécurité en Asie de l'Est ? Nous émettons l'hypothèse que la stratégie militaire de plus en plus affirmée du Japon mènera à terme à une pacification de la région, les acteurs locaux ayant davantage intérêt à conserver un *statu quo* qu'à entrer dans un conflit armé en raison d'un phénomène de rééquilibrage des puissances. Pour vérifier la validité de cette hypothèse, il s'agira tout d'abord d'analyser l'évolution de la stratégie militaire du Japon au

cours des dernières années et ses conséquences observées sur la stabilité régionale, puis les nouvelles orientations de la stratégie militaire nipponne et leurs conséquences prévisibles sur la sécurité en Asie de l'Est.

Historique antimilitariste de l'après-guerre et rôle des menaces extérieures dans la normalisation de la défense nipponne

Au-delà de la constitution pacifiste du Japon, certains principes politiques, fondés ou non sur cette constitution, ont été définis au cours de l'histoire nipponne récente. Ils sont alors révisables à la discrétion du gouvernement (Gustafsson 2020, 512). Par exemple, en 1954, le principe de non-usage de la légitime défense collective a été décrété, puis en 1967, trois principes non-nucléaires ont été définis et en 1976, le budget de défense a été limité à 1% de son PIB. Toutefois, l'évolution des menaces extérieures a été vectrice de normalisation de cette défense nipponne. On peut ainsi affirmer que « tout au long de son histoire moderne, le schéma récurrent de la géopolitique japonaise a consisté à adapter le système politique du Japon pour répondre aux conditions de l'environnement international » (Pyle 2018, 75). En s'adaptant au contexte international, le Japon tente ainsi de trouver et défendre sa sécurité nationale et sa capacité de projection militaire dans la région pour la défense de son territoire et d'agentivité plus importante dans la région est-asiatique. Dans l'après guerre-froide, les menaces régionales ont en effet été instrumentalisées pour justifier un renforcement des capacités militaires de la péninsule dans le cadre de l'alliance avec les États-Unis. Par exemple,

la menace Nord coréenne, illustrée par la crise nucléaire de 1993-1994, a justifié le développement d'un système multicouche de défense anti-missile. La menace chinoise, illustrée par la modernisation rapide de l'Armée populaire de libération et l'opacité de la stratégie militaire de la Chine (Cabinet du premier ministre 2010), justifient un renforcement de l'Alliance nippo-américaine. Celle-ci marquée par l'alignement du Japon sur son allié avec un engagement en faveur de la résolution des différends autour de Taïwan (Office of Secretary of Défense 2010). Plus récemment, le Japon a exprimé de vives inquiétudes face aux mouvements de la garde côtière chinoise aux alentours des îles Senkaku, dénonçant des tentatives unilatérales de changer le *statu quo* par la coercition (Ministère de la Défense du Japon 2021, 3). Ainsi, en 2020, les activités de gardes-côtes chinois dans cette zone ont été menées pendant 333 jours par un total de 1161 navires (Ministère de la Défense du Japon 2021, 3). La Chine y applique en effet la technique dite du « Salami », consistant à mener des actions militaires prévisibles et répétées dans une zone, pour éviter toute réaction massive tout en légitimant progressivement une influence sur le territoire revendiqué (Couveinhas 2018, 666). La Chine tente ainsi de banaliser la présence quasi-permanente de ses gardes-côtes tout en exerçant des droits de police maritime dans l'objectif d'entériner une prise de contrôle *de facto* (Patalano 2020). On assiste également à la militarisation de ces garde-côtes, placés depuis 2018 sous la direction de la Commission militaire centrale et autorisés depuis février 2021 à faire feu sur des bâtiments militaires de pays

étrangers (NHK World Japan 2021). De plus, le Japon continue à dénoncer le manque de transparence de la politique de défense chinoise (Ministère de la Défense du Japon 2021, 17) et s'inquiète de l'importante croissance du budget militaire de son voisin, atteignant au moins 250 Mds\$ par an, soit cinq fois le budget japonais (IRIS 2021).

Ensuite, le Japon a exprimé, dans son livre blanc, de vives inquiétudes face au développement d'armes nucléaires tactiques et de capacités nucléaires de la Corée du Nord (Ministère de la Défense du Japon 2021, 4). Ainsi, les défilés d'octobre 2020 et de janvier 2021 présentaient entre autres un nouveau missile balistique de classe ICBM et un nouveau missile à lancement sous-marin (SLBM). De plus, la Corée du Nord a rompu, le 24 mars 2022, le moratoire qu'elle respectait depuis 2017, en lançant un missile balistique intercontinental (ICBM) arrivé en zone maritime économique exclusive du Japon (Le Journal de Montréal 2022).

D'autre part, le Japon dénonce une tendance à l'augmentation de l'activité des forces armées et nucléaires russes à proximité de son territoire. En décembre 2020, le ministère russe de la Défense a en effet annoncé le déploiement complet du système de missiles sol-air S-300V4 dans les îles Kunashiri et Etorofu, revendiquées par les deux parties. Ce même mois, des bombardiers russes Tu-95 ainsi que des bombardiers chinois H-6 ont également effectué des vols conjoints, de la mer du Japon à la mer de Chine orientale et à l'océan Pacifique (Ministère de la Défense du Japon 2021, 20). Enfin, le 14 avril 2022, la flotte russe du Pacifique a testé des missiles Kalibr dans la mer

du Japon durant des opérations conjointes nippo-américaines dans la zone (Le Monde 2022).

Ainsi, ces menaces extérieures et la manière dont elles sont considérées ont justifié, et justifient encore aujourd'hui, une normalisation de la défense nipponne. Bien que toujours assez éloignée des forces militaires « classiques » de nombreux autres États, la défense japonaise tend à se développer de plus en plus vers une logique d'autonomie stratégique et de réalisation de son principe de défense collective. La tradition pacifiste japonaise après la Seconde Guerre mondiale et sa militarisation récente, lente et dissimulée, permettent toutefois à la péninsule de ne pas nourrir une course à l'armement avec ses voisins, et de conserver des rapports diplomatiques avec les principaux acteurs régionaux.

Bilan des dépenses et des objectifs militaires du Japon

Déjà caractérisées par leur perfectionnement technologique, les forces armées japonaises disposaient en 2010 du cinquième budget mondial, équivalent au budget allemand, avec des capacités humaines de 230.000 hommes, très peu face aux 1.6 millions de soldats chinois et au million d'hommes nord-coréens (IISS 2010). Leur point fort était maritime, avec 149 bâtiments, 16 sous-marins, un tonnage équivalent à la marine française, avec une expertise de grande qualité en déminage sous-marin et en lutte anti-sous-marine (IISS 2010). Limité depuis 1976 au seuil de 1% du PIB, le budget de défense s'est envolé avec la croissance d'après guerre du Japon, puis est entré dans une phase de réduction continue à partir de 2002 (Pajon

2011, 129). Les nouvelles orientations de défense (New Defense Program Guidelines) publiées le 17 décembre 2010 marquent la fin de la posture militaire héritée de la guerre froide, avec l'annonce de la mise en place de forces plus mobiles, dissuasives, aptes à intervenir dans le cadre d'opérations internationales (Pajon 2011, 130). Dans cette logique, la Stratégie de Sécurité Nationale (NSS), élaborée en décembre 2013, précise que le Japon cherche à assurer sa propre sécurité, ainsi que la paix et la stabilité de la région dans une approche de « contribution proactive à la paix » (Ministère de la Défense du Japon 2021, 23). Le Ministère de la Défense a ainsi annoncé qu'il allait solliciter un budget additionnel record de 773,8 Mds de yens japonais pour l'exercice 2021/2022 (Le Figaro 2021), augmentation justifiée par l'ensemble des menaces extérieures décrites précédemment. Ce budget additionnel doit couvrir les frais d'achat de missiles d'interception, de 12 avions de chasse F-35, d'hélicoptères et de torpilles sous-marines (Ministère de la Défense du Japon 2021, 24). Plus largement, les forces armées japonaises comptent, en 2022, 309.000 hommes en activité. Ainsi, d'après la formule GFP, la puissance militaire actuelle du Japon serait comparable à celle de la France, de la Corée du Sud ou encore de l'Inde.

Concernant la question des îles Senkaku, des centaines d'hommes ont été déployés sur les îles Ryukyu voisines avec des batteries de missiles antinavires et de missiles sol-air de type 3 à portée intermédiaire (Asia Maritime Transparency Initiative 2020). Ces nouvelles capacités visent à dissuader la Chine de maintenir des gardes-côtes ou d'autres bâtiments au

large des îles Senkaku et, indirectement, à raser les États-Unis (Akita 2021, 3). Au sujet de Taïwan, le Japon adopte une approche d'affirmation de son implication régionale croissante (IRIS 2021), réaffirmant ainsi l'importance de « stabiliser la situation autour de Taïwan pour la sécurité du Japon et la stabilité de la communauté internationale » (Ministère de la Défense du Japon 2021, 23). Le 27 août 2021, les représentants de l'État nippon se sont ainsi rendus à Taïwan pour renforcer la coopération militaire avec les États-Unis (IRIS 2021), s'engageant également à organiser des exercices en commun avec les gardes-côtes Taïwanais. Cet événement illustre la dynamique multilatérale de la péninsule et sa logique d'avancées militaires prudentes dans une logique de limitation d'une militarisation régionale globale. Le vice-premier ministre japonais a également déclaré qu'une invasion chinoise de Taïwan serait un acte grave qui menacerait l'existence même de l'État japonais (IRIS 2021). Enfin, pour outrepasser les limitations constitutionnelles empêchant les gardes-côtes japonais de réaliser toute intervention à l'étranger, le parti libéral démocrate a jugé que ceux-ci ne dépendaient pas du ministère de la Défense mais du Ministère de la Police (IRIS 2021).

Bilan de la stratégie diplomatique du Japon: Alliances et partenariats stratégiques

Face aux menaces extérieures grandissantes, le Japon mène une stratégie de contre-poids, faisant la promotion d'une coopération de sécurité régionale, mêlant partenariats stratégiques, approche inclusive, partenaires européens et minilatéralisme au sein du dialogue

stratégique quadrilatéral avec les États-Unis, l'Inde et l'Australie (Pajon 2021, 18). L'objectif du Japon est ainsi de décourager l'aventurisme chinois dans la lignée de la stratégie pour un Indo-Pacifique libre et ouvert, comme annoncée par le Premier ministre Abe Shinzo en 2016 (Pajon 2019). Il s'agit également de façonner un ordre régional basé sur des normes contraignantes pour Pékin, s'appuyant sur un récit alternatif au projet chinois des Nouvelles routes de la soie. Avec les États-Unis, il s'agit pour le Japon de renforcer l'alliance préexistante qui lui offre un avantage stratégique face aux menaces extérieures. Les deux acteurs réalisent ainsi des exercices interarmes conjoints pour renforcer leur coordination en cas de scénarios de crises autour des îles Senkaku. Le gouvernement Suga a ainsi obtenu la réassurance par l'administration Biden que les îles Senkaku se trouvaient sous protection du traité de sécurité bilatéral (Pajon 2019). De plus, les deux pays ont réaffirmé que l'alliance nippo-américaine continuerait de constituer « la pierre angulaire de la paix, de la sécurité et de la prospérité dans la région indo-pacifique » (Ministère de la Défense du Japon 2021, 1). Toutefois, face au constat du déclin relatif des États-Unis dans la région, le Japon tente de gagner en autonomie en renforçant ses propres capacités, comme décrit précédemment, mais aussi en diversifiant ses partenaires. Cette nouvelle dynamique nipponne ne réjouit pas le partenaire américain, qui voit naître de multiples organisations internationales et coopérations informelles indépendantes de son giron diplomatique. On assiste ainsi du côté américain à une stratégie d'incarnation de l'acteur central, seul en capacité de

rivaliser avec le géant chinois. On assiste ainsi progressivement à l'avènement d'un discours de bipolarisation chino-américain à la Maison Blanche, et à l'emploi de manœuvres diplomatiques symboliquement fortes, telles que la visite de Nancy Pelosi à Taïwan en 2022.

Ainsi, des liens étroits ont été progressivement tissés et renforcés avec d'autres acteurs de la région, notamment l'Australie, l'Inde et la Corée du Sud, ainsi qu'avec des pays du Sud-Est asiatique dans une logique de protection des routes maritimes rejoignant le Japon par le Sud (Pajon 2011, 138). Le Japon coopère également activement avec d'autres acteurs partageant sa vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert (FOIP), notamment des pays européens tels que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, ainsi que la Nouvelle-Zélande et le Canada (Ministère de la Défense du Japon 2021, 2).

Ces différentes alliances et partenariats stratégiques illustrent ainsi l'entrecroisement des enjeux sécuritaires et économiques dans les logiques stratégiques du Japon. Le tournant militariste du Japon, engagé à partir du début des années 2010 et renforcé en 2021, avec l'annonce d'un doublement de son budget de défense, joue ainsi un rôle clé dans la détermination des perspectives à venir pour la Sécurité en Asie de l'Est.

Perspectives à venir pour la Sécurité en Asie de l'Est

Certaines voix ont dénoncé une tendance inquiétante pour l'équilibre régional après l'annonce du doublement à venir du budget de la défense du Japon (AFP 2021). Cette augmentation mettrait en effet le pays au même niveau

que le chiffre exigé des membres de l'OTAN selon le parti libéral démocrate. Pour certains, cette nouvelle dynamique militariste du Japon pourrait accélérer la course aux armements dans la région (IRIS 2021). Il s'agira alors de vérifier cette hypothèse et plus, de déterminer les conséquences de la nouvelle dynamique de défense du Japon sur la sécurité en Asie de l'Est. Cela se fera par l'analyse de l'avenir de l'alliance nippo-américaine, puis par l'étude de l'influence à venir des partenariats stratégiques du Japon, et enfin par la détermination des perspectives à venir de la position relative de la Chine en Asie de l'Est et ses conséquences sur la sécurité dans la région.

Implications à venir des États-Unis dans la région et conséquences sur l'alliance nippo-américaine et sur la sécurité en Asie de l'Est

Au début de la présidence Trump, l'ancien chef d'état major des forces d'auto-défense terrestres du Japon, Ryoichi Oriki, a affirmé que le Japon devait abandonner l'idée d'un soutien indéfectible des États-Unis, le Japon devant, selon lui, se préparer à voir les Américains s'éloigner de la péninsule nippone (Seisaku Shinkutanku 2017, 17). Cette nouvelle affirmation a été défendue par l'ancien ambassadeur Shinichi Kitaoka, disant craindre que la défense américaine de l'ordre international libéral et du système de marché libre ne change de forme, incitant le Japon à réfléchir aux modalités de ce changement et aux solutions de politique étrangère et de sécurité à adopter en conséquence (Institute for International Policy Studies 2017, 3). Face à ce constat, le Japon semble ainsi diri-

ger l'avenir de sa stratégie de défense vers une double logique de renforcement de son alliance avec les États-Unis d'une part et, d'autre part, de développement de son autonomie stratégique, de ses capacités militaires, et de ses partenariats dans la région. La péninsule nippone estime en effet que cette alliance américaine reste indispensable pour assurer sa propre défense et la stabilité en Asie de l'Est, notamment à court et moyen terme (Samuels et Wallace 2018, 707). La relation « vainqueur-vaincu » d'après-guerre est toutefois révolue, elle a laissé place à une réelle alliance entre deux acteurs clés de la sécurité dans la région. Les deux alliés font aujourd'hui face à une rupture de l'équilibre des puissances engendrée par la montée rapide de la Chine, il s'agit alors pour le Japon d'assurer un renforcement de sa relation bilatérale privilégiée avec les États-Unis pour assurer un rééquilibrage des puissances et ainsi augmenter le coût de toute agression militaire de la part de la République Populaire de Chine. Dans l'hypothèse où la dynamique militariste du Japon se poursuit à un rythme élevé et que les États-Unis maintiennent à court et moyen termes leur engagement sécuritaire dans la région, cette stratégie devrait aider le Japon à maintenir la sécurité dans la région. Plus précisément, le renforcement annoncé de l'alliance nippo-américaine devrait avoir certaines implications dans des situations de crise actuelles en Asie de l'Est. Ainsi, alors que les tensions autour de Taïwan atteignent un nouveau pic, Tokyo a été pressé par Washington de clarifier son soutien à Taïpei, notamment à travers le *Taiwan Relations Act* (Mizorogi et Kato 2021). De plus, la déclaration conjointe ayant suivi la

rencontre Biden-Suga, la première déclaration nippo-américaine mentionnant Taïwan depuis 1969, a envoyé un signal politique fort à l'égard de la Chine concernant l'avenir de la sécurité dans la zone Taïwanaise et, plus largement, dans la région Est-Asiatique (Pajon 2021, 23). Cette déclaration conjointe reflète également une concession japonaise à son allié américain, mais laisse présager une implication bilatérale forte pour assurer l'avenir de la stabilité sécuritaire régionale.

Ainsi, malgré une perte de puissance relative des États-Unis en Asie de l'Est, le renforcement de l'alliance nippo-américaine à court et moyen terme devrait assurer une domination militaire des deux acteurs dans l'optique d'une stabilisation sécuritaire dans la région. À plus long terme, le Japon devrait toutefois s'orienter vers une politique étrangère plus indépendante du giron américain (Pyle 2018, 78), illustrée par une multiplication des alliances et partenariats stratégiques avec les acteurs en présence partageant la vision d'une région Indo-Pacifique libre et ouverte.

Rôle des partenariats stratégiques et implications sur la Sécurité future de l'Asie de l'Est

En établissant de nouveaux partenariats stratégiques et en renforçant ceux déjà existants, le Japon espère consolider sa flexibilité stratégique, voire atteindre une autonomie stratégique (Samuels et Wallace 2018, 708). Dans cette logique, le « losange » du Quad constitué avec les États Unis, l'Inde et l'Australie et axé sur la zone Indo-Pacifique constitue en quelque sorte une réponse à la vision chinoise

du « One Belt, One Road », une stratégie de développement mondiale d'infrastructures par la Chine, et des initiatives parfois agressives qui l'accompagnent, avec entre autres la stratégie du collier de perle. Cette stratégie militaire chinoise consiste à mettre en place différents points d'appui le long de la route maritime vers le Moyen-Orient, par souci de sécurisation et de contrôle commercial notamment. Le cas d'endettement du Sri Lanka pour la construction d'un port international dont les rennes sont aux mains de la Chine est un exemple parlant de la logique expansionniste économiquement et commercialement du géant chinois. Le successeur de Shinzo Abe, Yoshihide Suga, a appuyé la montée en puissance du Quad, illustrée par la rencontre en personne, durant la pandémie, des ministres des affaires étrangères des quatre pays en octobre 2020, envoyant ainsi un signal politique fort pour l'avenir du Quad et l'importance de son implication dans les perspectives sécuritaires de la région (Johnson et Sugiyama 2020, 28). Le Quad se caractérise par une convergence des intérêts de ses membres, avec une interopérabilité qui amène à penser que ce partenariat sera amené à durer. Il a pour principal intérêt de matérialiser le risque d'actions lourdes et concrètes en cas de perturbation de l'ordre sécuritaire établi dans la région (Lee 2016, 2). Au Quad s'ajoute d'autres partenariats renforcés influençant l'avenir de la région Est-Asiatique, notamment le partenariat bilatérale avec l'Australie, marqué par la signature d'un accord d'accès réciproque en novembre 2020, ou encore le partenariat avec certains pays européens, illustré par des exercices navals conjoints avec la France en décembre 2020

(Vavasseur 2020) et un dialogue bilatérale avec les ministères de la Défense et des Affaires Étrangères de l'Allemagne en avril 2021.

La qualité de ces partenariats, qui les différencie par ailleurs des alliances, est l'absence d'engagement de défense réciproque entre les parties. Cela assure une grande flexibilité et limite l'envoi d'un message trop agressif face à la Chine (Pajon 2019), limitant ainsi la montée des tensions. Ces partenariats permettent également au Japon d'obtenir davantage de poids dans la balance des puissance pour défendre ses propres intérêts, notamment concernant l'avenir des îles Senkaku (Levante 2021). L'objectif japonais est ainsi d'assurer la stabilité de la région Est Asiatique par une stratégie de *balancing* (Levante 2021), c'est-à-dire en tentant de rééquilibrer son pouvoir économique, diplomatique et militaire avec son voisin chinois. Toutefois, la structure multipolaire de l'ordre international rend difficile la définition par les puissances de « lignes claires et fixes entre alliés et adversaires » (Waltz 1979), comme l'illustre le double jeu de l'Inde qui noue des partenariats stratégiques face aux velléités chinoises mais tire profit de la puissance économique de son voisin (Ministry of External Affairs of India 2016). Les partenariats forgés par le Japon sont toutefois motivés par l'objectif de sécurité et non de puissance, cette réalité de conflit d'intérêt de certains de ses partenaires ne constitue alors pas un réel obstacle à la stabilisation de l'équilibre des pouvoirs dans la région Est-Asiatique. Le Japon lui-même conserve un comportement souvent ambigu dans ses relations avec les différents acteurs régionaux, par exemple, ses relations avec les

Philippines (Pajon 2021, 56).

Une Chine en constant renforcement relatif face au Japon et implications pour la sécurité en Asie de l'Est

Bien que la menace chinoise reste potentielle dans la région, le déclin relatif des États-Unis et de ses partenaires permet de plus en plus à la Chine d'imposer ses revendications dans la région Est-Asiatique. Ainsi, son ascendant grandissant en termes de puissance dans la région lui permet de maintenir une autonomie face à la force que d'autres acteurs exercent en Asie de l'Est (Waltz 1979, 177). De plus, bien que le Japon adopte une stratégie de *balancing* qui semble adaptée à la situation actuelle de la région, elle doit être renforcée face à une Chine qui conserve un avantage certain et une plus importante marge de manoeuvre en cas de conflit (Levante 2021). Toutefois, si les autorités chinoises en arrivaient à entrer en conflit direct avec le Japon et ses alliés ou partenaires, de lourdes conséquences diplomatiques et économiques seraient observées. En effet, malgré de nombreuses tensions entre la Chine et le Japon, comme présenté précédemment, les deux États restent des partenaires importants l'un pour l'autre. Ainsi, en 2007, la Chine était devenue le deuxième partenaire commercial du Japon derrière les États-Unis et, en 2002, le Japon était devenu le premier fournisseur commercial de la Chine, ainsi que son premier client en 2009 (Pelletier 2013, 101). De plus, le Japon constitue pour la Chine un important investisseur étranger. Dans cette optique, malgré des tensions constantes dans la région entre les deux puissances, la probabilité d'un

conflit armé entre les deux pays reste faible (Delamotte 2010, 297). Les autorités japonaises s'inquiètent toutefois du tournant idéologique qu'emprunte la relation conflictuelle entre les États-Unis et la Chine (Akita 2021, 3) et de l'augmentation progressive des tensions bilatérales entre les deux pays. Malgré la faible probabilité d'une attaque directe de la Chine sur le Japon ou inversement, une militarisation des tensions sino-américaines pourrait à terme amener le Japon à s'engager dans un conflit armé par mécanisme d'alliance.

Plus précisément, cette évolution de la puissance relative de la Chine dans la région Est-Asiatique devrait avoir différentes implications dans l'avenir des îles Senkaku. Ainsi, malgré le fait qu'une grande majorité des Japonais souhaite tout sauf sacrifier leur sécurité et leur qualité de vie au profit de nouveaux conflits de conquête ou de prestige (Couveinhas 2018, 673), la Chine semble suivre depuis plusieurs années une dynamique de plus en plus claire d'extension de son influence en Asie de l'Est, illustrée par ses activités agressives autour des îles Senkaku. Sa méthode du « salami » et le flou qui entoure sa stratégie militaire autour du cas des îles Senkaku/ Diaoyu rendent incertain l'avenir sécuritaire dans cette zone. Je soutiens qu'il semble toutefois que le scénario le plus probable concernant ces îles ne soit pas un conflit armé mais la poursuite d'un jeu d'influence progressive des deux pays sur les territoires revendiqués.

Concernant Taïwan, la détermination des perspectives à venir de la situation sécuritaire semble plus complexe. En effet, une approche stratégique et rationnelle nous amènerait sans

doute à affirmer qu'une invasion de Taïwan par la Chine continentale serait très peu probable, au regard de l'équilibre actuel des puissances qui rendrait le coût de la guerre extrêmement élevé pour tous les acteurs de la région. Toutefois, cette affirmation serait sans doute naïve et adopterait une approche ne considérant pas assez la dimension culturelle et historique de la politique menée par le parti communiste chinois sur le cas de Taïwan. Ainsi, même s'il semble évident qu'une invasion de Taïwan par la Chine continentale soit un grand risque pris par la Chine tant sur le plan militaire que diplomatique et économique, il est difficile de faire des prédictions sur les perspectives politiques de Xi Jinping. Le développement des capacités de « défense collective » du Japon, accompagné d'une clarification et d'un renforcement des alliances et partenariats stratégiques en jeu, semblent alors assurer un rééquilibrage des puissances et augmente le « coût de la guerre » pour la Chine, mais cette stratégie de *balancing* menée par le Japon et ses alliés semble pour le moment insuffisant pour assurer une paix e.g. tout à fait certain dans les régions Est-Asiatique et Indo-Pacifique.

Conclusion

Pour conclure, le Japon a entamé, au début des années 2010, une trajectoire de défense plus assumée, marquée par un tournant important en 2021 avec l'annonce d'un budget à venir équivalent à au moins 2% de son PIB annuel. Cette nouvelle stratégie de défense est celle d'un État en position de faiblesse qui tente de rétablir un équilibre des puissances en Asie de l'Est dans un système de « self-help » ou d'«

auto-assistance » (Waltz 1979, 177). Ainsi, trois principaux piliers caractérisent la nouvelle stratégie de défense du Japon : un renforcement de ses capacités militaires par augmentation progressive de son budget de défense, une réassurance de son alliance avec les États-Unis pour s'assurer un avantage à court et moyen terme face à la montée de la Chine, et une diversification de ses partenariats stratégiques dans la région pour développer son autonomie stratégique en Asie de l'Est à plus long terme. La particularité du pacifisme de la Constitution japonaise ainsi que l'approche nuancée du développement des capacités de défense collective du Japon permettent à la péninsule nippone d'assurer un rééquilibrage des puissances dans la région Est-Asiatique sans alimenter de réelle course à l'armement (Delamotte 2010, 297). Cette stratégie d'augmentation du coût de la guerre, similaire dans son essence à l'approche adoptée par l'Union Européenne face à la Russie autour de la situation en Ukraine, semble pour le moment assurer la stabilité sécuritaire de la région Est-Asiatique et ainsi assurer la défense du modèle d'Indo-Pacifique libre et ouvert. Cependant, le Japon reste un État en position de faiblesse relative dans la région, notamment face aux deux grandes puissances que sont les États-Unis et la Chine, dont les tensions semblent progressivement s'accroître. L'avenir de la paix dans la région, favorisé par la nouvelle stratégie de défense nippone, semble ainsi dépendre en grande partie de l'évolution de cette relation bilatérale.

Bibliographie

Akita, Hiroyuki. 2021. « Deepening US-China Strategic

- Conflict and Japan's Way Forward », *European University Institute*, 22 mars 2021. <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/71863>
- Bureau des relations publiques du gouvernement. 2010. « Sondage d'opinion concernant la diplomatie ». Octobre 2010. Tokyo. Cabinet du Premier ministre. 20 décembre 2010. www8.cao.go.jp/survey/h22/h22-gaiko/index.html
- Cabinet du Premier ministre. « Orientations de défense en vigueur dès 2011 », Tokyo, 17 décembre 2010, www.kantei.go.jp/jp/kakugikettei/2010/1217boueitaikou.pdf
- Capital. 2021. « Japon : budget record alloué à la défense, avions de chasse et cybersécurité au programme ». 24 décembre 2021. <https://www.capital.fr/economie-politique/japon-budget-record-alloue-a-la-defense-avons-de-chasse-et-cybersecurite-au-programme-1423780#:~:text=Le%20Japon%20a%20augment%C3%A9%20son,avec%20la%20Cor%C3%A9e%20du%20Nord>
- Center for Strategic and International Studies (CSIS). 2020. « Remote Control: Japan's Evolving Senkaku Strategy », *Asia Maritime Transparency Initiative*, Center for Strategic and International Studies (CSIS), 29 juillet 2020. <https://amti.csis.org>
- CIA World Factbook. 2022. « Military and security - Japan ». The World Factbook. <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/japan/#introduction>
- Couveinhes, Florian. 2018. « Sur qui et sur quoi compter face à l'expansion chinoise? ». *Annuaire français de relations internationales* 19 : 663-692. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03243668/document>
- Delamotte, Guibourg. 2010. « La politique de défense du Japon ». Presses Universitaires de France, Paris. <https://www.cairn.info/la-politique-de-defense-du-japon--9782130585138.htm>
- Forbes. 2021. « Japan To Surge \$6.8 Billion In Extra Military Spending Due To China, Taiwan, North Korea — And Covid ». Sebastien Roblin. 30 novembre 2021. <https://www.forbes.com/sites/sebastienroblin/2021/11/30/japan-may-surge-68-billion-in-extra-military-spending-due-to-china-taiwan-north-koreaand-covid/?sh=60c98d91738e>
- Gustafsson, Karl. 2020. « Temporal othering, de-securitization and apologies: Understanding Japanese security policy change ». *Journal of International Relations and Development*. 23, no. 3 : 511-534
- IISS Strategic Comments. 2010. « Chinese Navy's New Strategy in Action », vol. 16, Comment 16, mai 2010
- Institute for International Policy Studies. 2017. « The Trump administration and Japan - Challenges and Visions for Japan's Foreign and Security Policy in the New Era ». Japan US Alliance Study Group Report.
- IRIS. 2021. « Le Japon dans une posture de défense de plus en plus affirmée, les tensions régionales élevées, la paix comme objectif ». Edouard Pfimlin. <https://www.iris-france.org/161785-le-japon-dans-une-posture-de-defense-de-plus-en-plus-affirmee-les-tensions-regionales-elevees-la-paix-comme-objectif/>
- Johnson, Jasper et Sigomo Sugiyama. 2020. « Quad Meeting in Tokyo Prizes Symbolism over Substance », *Japan Times*, 7 octobre 2020. <https://www.japantimes.co.jp/news/2020/10/07/national/quad-japan-symbolism-china/>
- Kato, Takeshi et Junnosuke Kobara. 2021. « Japan Weighs Senkaku Options as Chinese Coast Guard Gets New Power », *Nikkei Shimbun*, 2 avril 2021. <https://asia.nikkei.com/Politics/Japan-weighs-Senkaku-options-as-Chinese-coast-guard-gets-new-power#:~:text=Japan%20weighs%20Senkaku%20options%20as%20Chinese%20coast%20guard%20gets%20new%20power,-Nightmare%20scenario%20pushes&text=TOKYO%202D%2D%20Here%20is%20the%20guard%20to%20protect%20the%20boat>
- Kondo, Kazunori. 2013. « La diplomatie du Japon et sa sécurité nationale dans les relations internationales en Asie de l'Est de 1989 à 2012: analyse des décisions gouvernementales japonaises dans le cadre de ses politiques étrangères avec ses pays voisins et avec les États-Unis ». Mémoire sous la direction de Gérard Hervouet et Frédéric Lasserre. <https://corpus.ulaval.ca/jspui/handle/20.500.11794/24292>
- Levante, Yohan. 2020. « Analyse néoréaliste de l'évolution de la politique étrangère de sécurité du Japon en réaction à la montée en puissance de la Chine » Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, Université catholique de Louvain,

2020. <http://hdl.handle.net/2078.1/thesis:25750>
- Lee, Liu. 2016. « Abe's democratic security diamond and new quadrilateral initiative: an australian perspective », *The Journal of East Asian Affairs*, 30(2), pp. 1-41.
- Le Figaro. 2021. « Japon: vers un budget additionnel record pour la défense, sur fond de fortes tensions régionales ». 26 novembre 2021. https://www.lefigaro.fr/flash-eco/japon-vers_un-budget-additionnel-record-pour-la-defense-sur-fond-de-fortes-tensions-regionales-20211126
- Le Journal de Québec. 2022. « La Corée du Nord teste un nouveau système d'armement ». Monde Asie-Pacifique. Jeudi 16 avril 2022. <https://www.journaldequebec.com/2022/04/16/la-coree-du-nord-teste-un-nouveau-systeme-darmement-1>
- Le Journal de Montréal. 2022. « La Corée du Nord tire un missile intercontinental, rompant un moratoire décidé en 2017 ». *Monde Asie-Pacifique*. Jeudi 24 mars 2022. <https://www.journaldemontreal.com/2022/03/24/la-coree-du-nord-a-tire-un-projectile-non-identifie>
- Le Monde. 2022. « La flotte russe du Pacifique teste ses missiles Kalibr en mer du Japon ». Philippe Mesmer. International-Japon. 15 avril 2022. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/04/15/la-flotte-russe-du-pacifique-teste-ses-missiles-kalibr-en-mer-du-japon_6122309_3210.html
- Ministère de la Défense du Japon. 2021. « Defense of Japan ». Livre Blanc. https://www.mod.go.jp/en/publ/w_paper/wp2021/DOJ2021_Digest_EN.pdf
- Ministère des Affaires étrangères du Japon. 2021. « Joint Statement of the U.S.-Japan Security Consultative Committee (2+2) », Tokyo, 16 mars 2021. <https://www.state.gov/joint-statement-of-the-u-s-japan-security-consultative-committee-22/>
- Mizorogi, Takuya et Takeshi Kato. 2021. « Japan Lawmakers Want Taiwan Relations Act of their Own », *Nikkei Shimbun*, 6 février 2021.
- NHK World Japan. 2021. « Japan Conveys Concern over China's Coast Guard Law », *NHK World Japan*, 29 mars 2021.
- Office of the Secretary of Defense. 2010. « Annual Report to Congress - Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2010 ». Washington. Août 2010.
- Pajon, Céline. 2011. « Le réarmement contrôlé du Japon ». *Politique étrangère* 1 : 129-141. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2011-1-page-129.htm>
- Pajon, Céline. 2019. « Japan's Indo-Pacific Strategy: Shaping a Hybrid Regional Order », *War on the Rocks*, 18 décembre 2019. <https://policycommons.net/artifacts/1407204/japans-indo-pacific-strategy/2021467/>
- Pajon, Céline. 2021. « Chine/Japon : redéfinir les termes de la coexistence », *Politique étrangère*. p. 15-26. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-2-page-15.htm>
- Patalano, Alessio. 2020. « What Is China's Strategy in the Senkaku Islands? », *War on the Rocks*, 10 septembre 2020, disponible sur : <https://warontherocks.com>
- Pflimlin, Édouard et Yann Rozec. 2013. « Le Japon tisse un réseau de partenariats stratégiques et renforce son alliance avec les États-Unis ». *Monde chinois*, (N° 36), p. 99-106. <https://www.cairn.info/revue-monde-chinois-2013-4-page-99.htm>
- Pyle, Kenneth. 2018. « Japan's Return to Great Power Politics: Abe's Restoration ». *Asia Policy*, 2 5 (2) , 6 9 – 9 0 . https://www.jstor.org/stable/26497771?casa_token=SyBihHs14VAAAAAA%3AAyU43ly06XS-DUfqIXiY2NoXtv5empZxsBP_osIqdW4q7u0eyy1HCMtXPd7IrWX_apV9tS9OqUSvE3OMZmx_JZ0KRz9iOsbYVnUIOxgkWd5d-1HoA&seq=1
- Samuels, Richard et Corey Wallace. 2018. « Introduction: Japan's pivot in Asia ». *International Affairs*. 94: 4 (2018) 703–710.
- Seisaku Shinkutanku. 2017. « Proposal for constructing a resilient US–Japan alliance ». PHP Soken, Jan. 2017, p. 17. <http://thinktank.php.co.jp/wp-content/uploads/2017/01/resilient170118.pdf>
- Vavasseur, Xavier. 2020. « Japan, USA and France Set for Combined Amphibious Exercise », *Naval News*, 7 décembre 2020. <https://www.navalnews.com/naval-news/2020/12/japan-usa-and-france-set-for-combined-amphibious-exercise/>
- Waltz, Kenneth. 1979. « Theory of International Politics », 1ere edition, McGraw-Hill, New York.
- Yomiuri Shimbun. 2008. « Japan-U.S. Joint Opinion Poll ». Décembre 2008. <https://www.mofa.go.jp/announce/>

[announce/2008/5/1179529_1010.html](https://www.erudit.org/fr/revues/ei/2010-v41-n4-ei3995/045562ar/#::~:~:text=La%20strat%C3%A9gie%20militaire%20de%20la%20voit%20comme%20des%20strat%C3%A9gies%20)

Zhiming, Chen. 2010. « La stratégie militaire “asymétrique” de la Chine. Logique et conséquences ». Études *internationales*, vol. 41, n 4, décembre 2010. [https:// www.erudit.org/fr/revues/ei/2010-v41-n4-ei3995/045562ar/#::~:~:text=La%20strat%C3%A9gie%20militaire%20de%20la%20voit%20comme%20des%20strat%C3%A9gies%20](https://www.erudit.org/fr/revues/ei/2010-v41-n4-ei3995/045562ar/#::~:~:text=La%20strat%C3%A9gie%20militaire%20de%20la%20voit%20comme%20des%20strat%C3%A9gies%20)